N° 2 Gand, 21 Juillet 1916.

L'ANTIPRUSSIEN

Rédaction :
S'adresser aux Bureaux de la Censure, Rue de Bruges, à Gand.

Administration :
S'adresser au Comité des Représailles contre les atrocités allemandes, rue de la Revanche prochaine, n° 1, à Gand.

Feuille de propagande patriotique, particulièrement recommandée par la Kommandanture de Gand.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE

Liberté et Vérité

Patience et Courage

Annonces :
Par respect pour l'autorité militaire, « L'Antiprussien » ne publie que les annonces envoyées par S.E. le Gouverneur Général von Bissing, par S. A. R. le Duc de Wurtemberg, commandant de la IVe armée, et par quelques autres grosses légumes allemandes. Il se réserve, au surplus, de leur faire la réclame qu'elles méritent.

A NOTRE ROI!

Ce jour de fête nationale est pour nous un jour de deuil. Notre pays est piétiné. Nos fils versent leur sang. Nos cœurs sont dans l'angoisse. Le drapeau lui-même est proscrit. Nos maîtres l'ont voulu ainsi : ils ont juré de bannir de nos âmes jusqu'à l'idée de patrie.

Mais du sein même de notre douleur s'élève un chant d'allégresse et d'espérance. Notre pensée s'envole vers notre Roi, qui, là-bas, sur les champs de bataille de l'Yser, défend pied à pied ce qui nous reste du sol patrial. Il vit, il lutte pour nous. Il est le champion héroïque de notre droit violé. Il sait ce que nous souffrons et son exemple nous encourage à souffrir jusqu'au bout. Acclamons-le joyeusement, fièrement, comme la plus haute personnification du courage et de l'honneur! En lui est notre espoir. Par lui la Belgique sortira de l'épreuve plus noble, plus forte, plus grande. Montrons-nous dignes de sa vaillance!

Oui, ô Roi bien-aimé, avec toi nous supporterons sans fléchir le poids de la douleur. Avec toi nous lutterons sans trève jusqu'à ce que le dernier Allemand ait été chassé du sol de nos ancêtres. L'usurpateur qui a pris ta place peut proscrire ton image, tes insignes. Jamais il n'arrachera de nos cœurs l'affection dans laquelle ils confondent leur Patrie et leur Roi!

La Situation

Jamais elle n'a été meilleure.

L'offensive des Alliés bat son plein sur tous les fronts, le front grec excepté. Les résultats obtenus dépassent les espérances des plus optimistes.

Les Russes font l'admiration du monde entier. A peine remis de leur échec de 1915 et ayant pu consacrer tout juste huit mois à leur réorganisation militaire, ils attaquent leurs adversaires avec une vigueur qu'aucune des armées en présence n'a peut-être encore déployée jusqu'ici. 272.000 soldats et 5.620 officiers prisonniers, 315 canons, 886 mitrailleuses, voilà leur butin du 4 juin au 13 juillet. Rien que ces pertes, auxquelles il faudrait pouvoir ajouter le chiffre des tués et des blessés (le « Nieuwe Rotterdamsche Courant » a évalué ce chiffre à 200.000 hommes pour les six premiers jours d'offensive), constituent un coup sensible pour les puissances centrales. Mais c'est surtout par la largeur inusitée du front d'attaque et par la vigueur de la marche en avant que l'offensive russe se caractérise; à ces derniers points de vue, on ne saurait mieux la comparer qu'à l'offensive allemande de mai-octobre 1915.

Les Russes attaquent à la fois à cinq endroits différents.

Au sud, après avoir purgé la Bukovine, ils avancent dans les Carpathes. Ils y ont occupé Jocobeny, Kimpolung, Kirlibaba et continuent de progresser dans la direction du sud-ouest.

Plus haut, toujours sur la rive droite du Dnjester, ils se sont emparés de deux positions importantes, Miculyczyn et Delatyn, également situées dans les contreforts des Carpathes. Ils sont au nord et au nord-ouest de Kolomea et marchent sur Stanislau.

A l'ouest de la Strypa ils ont dépassé Buczacs, pris Barysz, Olesza et poussé jusqu'à la rivière Koropiec. Par là, comme aussi par le sud, ils menacent Lemberg.

Autre poussée russe dans la région du Stochod. C'est le point le plus difficile pour nos vaillants alliés. Ce fut près de là, sur la ligne Kovno-Luck-Locatschi, qu'ils remportèrent tout au début, leurs plus importants succès : ils y enfoncèrent les lignes autrichiennes sur une profondeur de plus de 120 kilomètres. Mais les renforts allemands envoyés du nord exercèrent bien vite sur le flanc droit des Russes une pression qui eut pour effet de ralentir, puis même d'arrêter complètement leur offensive. Or, c'est précisément sur ce point si exposé que les Russes font de nouveau porter le principal de leurs efforts. Refoulant les Allemands de Sokul, de Kolki, les rejettant audelà du Styr, les forçant, par une attaque sur leurs ailes, à abandonner Tsartorisk, les Russes ont traversé le Stochod; ils menacent Kowel. C'est là, comme aussi à l'ouest de la Strypa, que se livrent, en ce moment, les combats les plus acharnés de cette campagne.

Donc, sur le front russe, des résultats surprenants et qui attestent une réelle puissance d'artillerie, une énorme supériorité numérique de troupes et une volonté inébranlable de vaincre.

L'offensive russe contre les Austro-Allemands a eu nécessairement pour effet de ralentir la poussée russe en Asie-mineure. N'oublions pas, toutefois, que les Russes retiennent là, presque à eux seuls, le gros des forces turques. Ils ont remporté, d'ailleurs, des succès récents au sud et à l'ouest d'Erzeroum.

Le premier résultat de l'offensive italienne a été de reconquérir une partie notable de la bande de territoire italien occupé par les Autrichiens lors de leur grand assaut du mois de mai. Ce succès est d'autant plus appréciable qu'il a été remporté avant que les Autrichiens eussent pu commencer à retirer leur artillerie de la région montagneuse du Trentin.

L'offensive franco-anglaise complète le cercle d'investissement formé autour de nos adversaires. Les résultats n'en sont nullement méprisables: 20.000 prisonniers, 110 canons, plusieurs centaines de mitrailleuses enlevés à l'ennemi, cent kilomètres carrés de territoire français reconquis. Mais, comme on l'a déjà fait remarquer à cette place, il ne s'agit pas ici, du moins jusqu'à présent, d'une offen-

sive de grande importance, ayant pour objet de percer les lignes allemandes. La préparation d'artillerie, beaucoup moins énergique que celle qui précéda l'offensive de Champagne, et l'exiguité du front d'attaque — moins de quarante kilomètres — paraissent bien indiquer que nos alliés n'ont en vue ici qu'une offensive locale, destinée à permettre aux Russes de développer plus aisément leurs opérations de grande envergure. Les Franco-Anglais pousseront-ils plus à fond leur attaque en Artois lorsque les Russes menaceront encore davantage l'intégrité du front allemand? Ou bien méditent-ils d'entamer sur un autre point une offensive plus importante? Certains indices tendraient à le faire croire. Mais ici nous sortons du domaine des faits pour entrer dans celui de l'hypothèse.

Contentons-nous de constater que le plan de nos adversaires — empêcher par des offensives partielles le déclanchement de l'offensive générale des Alliés — est déjoué; les Alliés ont enlevé à l'ennemi, sur tous les fronts, l'initiative des opérations; ils lui portent des coups redoutables; de l'aveu des journaux allemands eux-mêmes, la situation militaire actuelle est grave. Pas n'est besoin, en ce moment, de s'accrocher à des suppositions fantaisistes ou de se bercer d'un faux optimisme. Il suffit de raisonner sur les faits qui nous sont indubitablement acquis, pour nous convaincre que jamais, depuis le début de la guerre, l'heure n'a été plus critique pour nos adversaires, ni plus favorable pour nous.

BELGA.

POUR CEUX QUI NE CROIENT QUE CE QUE DIT LA PRESSE BOCHE

La « Frankfurter Zeitung », qui se distingue de l'ensemble de la presse boche en manifestant de temps à autre une certaine indépendance de jugement, fait, de son n° du 9 Juillet (2e édition du matin) ces remarques topiques à propos de l'offensive générale des Alliés :

Plusieurs organes de la presse paraissent croire que les événements qui se déroulent dans le triangle Péronne-Bapaume-Roye ne sont pour nous qu'une bagatelle. C'est là de l'optimisme à bon marché, dont peuvent s'accommoder ceux qui se trouvent loin du front, mais, quant à nous, nous ne pouvons nous rallier à cette manière de voir. Toute l'armée française et toute l'armée anglaise sont en présence d'une partie de nos troupes. D'autres parties de nos troupes sont non seulement forcées d'occuper un front énorme en Russie et d'y arrêter des assauts violents, mais elles sont en outre obligées d'aider nos alliés sur plusieurs points du théâtre de la guerre.

Voilà ce qu'on ne devrait pas perdre de vue chez nous, et l'on ne devrait pas se contenter de dire que l'affaire est toute simple, alors qu'il s'agit, pour notre armée, d'une tâche des plus lourde. La confiance que nous avons dans nos troupes ne doit pas nous empêcher de reconnaître la difficulté de la tâche qui leur incombe.

Après avoir décrit la situation critique des Autrichiens, qui, dit l'article, « n'ont pas encore trouvé des forces suffisantes pour résister à l'élan des Russes », la « Francfurter » conclut ainsi :

Il faut, cependant, dans l'intéret commun de tout le front des puissances centrales, que les Autrichiens s'arrêtent ici. Car, quelle que soit l'intrépidité de nos troupes, celles-ci ne peuveut arriver à aucun résultat si les positions voisines de leur propre front ne sont pas maintenues.

Qu'en dites-vous, MM. les pessimistes?

Leur justice

Les Allemands tiennent sous les verrous depuis plusieurs mois à la prison de Gand un enfant de 8 ans (vous avez bien lu : 8 ans), Alphonse Van Dossche, né à la Pinte en 1908.

Cet enfant avait commis le crime de jouer avec des cailloux sur les rails d'un tramway vicinal : il ne pouvait être douteux qu'il nourissait, malgré son jeune âge, le noir dessein de faire dérailler les trains boches : ce crime méritait la peine de mort, mais l'immense bonté des Allemands s'est contentée d'emprisonner cet enfant sans jugement et sans terme.

Pour pouvoir faire une victime de plus, les Allemands ont essayé de faire déclarer par l'enfant qu'il avait agi à l'instigation de son père. Le gosse s'y est énergiquement refusé : ils lui ont alors cinglé les doigts jusqu'au sang avec une lanière de cuir, mais le petit héros a persisté dans ses dénégations.

Voilà un des mille traits qui serviront à l'historien de la domination allemande en Belgique pour stygmatiser le caractère abject de ce gouvernement de caporaux brutaux et barbares.

Ohé! la Kultur teutonne!

La Flamandisation de l'Université de Gand... par les Allemands

Les Allemands n'ont jamais réussi à se concilier la sympathie des peuples qui ont eu le malheur de tomber sous leur domination : les Danois du Schleswig-Holstein, les Polonais de Posnanie, les Alsaciens-Lorrains détestent comme au premier jour la férule tracassière, policière et tyrannique du conquérant (1). Si le régime provisoire de l'occupation teutonne devait se transformer en annexion, la haine des Belges, tempérée aujourd'hui par l'espoir de la délivrance, ne connaitrait plus de bornes.

Les Allemands s'en sont aperçu et ils ont cherché à attirer à eux les éléments de la population qu'ils croyaient les plus accessibles à leur influence : les éléments flamingants. Dès avant la guerre, certains de ceux-ci se réclamaient du pangermanisme et, il est notoire que tel groupement, telle feuille affichant des revendications absolument exagérées en matière flamande vivaient des subventions d'Outre-Rhin.

Loin de nous de contester le fondement de certaines des revendications flamandes. Les Belges dont le flamand est la langue maternelle ont le droit d'être jugés dans leur langue et c'est à juste titre que ce droit et beaucoup d'autres depuis leur ont été reconnus.

Cependant, les flamingants n'étaient pas satisfaits : ils réclamaient avec insistance la transformation de l'Université de Gand en université flamande, de manière à assurer aux jeunes gens qui veulent faire leur carrière en flamand, un enseignement supérieur dans cette langue.

En 1914 la question était vivement discutée; la politique s'en mêlant, on se demandait quelle solution aurait fini par prévaloir : les Allemands, nous ayant envahis, crurent habile d'imposer la solution et de décréter brusquement la flamandisation de l'université. Ils ont d'ailleurs été encouragés dans cette voie par un groupe de flamingants traitres à leur pays qui, dès le mois d'octobre 1914, s'adressaient au Gouverneur allemand pour obtenir de lui cette mesure. Les noms de ces traitres sont connus : ils auront des comptes à rendre au gouvernement belge s'ils n'aiment mieux fuir avec les Allemands au jour de la débacle prochaine.

Grand fut, toutefois, l'émoi des Allemands, quand ils reçurent une lettre de protestation des chefs flamingants patriotes, qui leur firent observer que les questions d'enseignement étaient de celles que les conventions internationales excluaient du pouvoir de l'occupant et que le fait, pour celui-ci, de prétendre s'en mêler n'aurait d'autre résultat que de compromettre gravement dans l'avenir le projet de flamandisation de l'université de Gand.

La lourde main teutonne manquait son but et les sympathies flamingantes, les seules sur lesquelles on pouvait compter, devenaient elles-mêmes boudeuses.

Mais il est propre au gaffiste inintelligent de s'entêter : les flamingants ne voulaient pas de la flamandisation introduite par les Allemands; peu importe, ceux-ci l'imposeraient quand-même. Cette résolution fut annoncée à grands coups de tam-tam dans tous les organes de la presse pangermanique, mais cette musique ne souleva d'applaudissements nulle part.

La décision allemande allait, dans l'application, se heurter à de sérieuses difficultés : nos tyrans avaient tout décidé sans même

(1) A comparer cette situation avec celle des peuples soumis à la domination anglaise : dix ans après la guerre anglo-boer Botha était ministre de l'Afrique australe anglaise et l'armée anglaise actuelle compte de nombreux volontaires boers.

consulter nos Professeurs : il fallut finir par leur demander s'ils consentaient à donner leurs cours en flamand.

Sur un corps d'environ 105 professeurs, chargés de cours et répétiteurs, 100 refusèrent de se plier aux injonctions prussiennes : ils répondirent qu'ils ne reconnaissaient d'autre gouvernement légal en Belgique que celui du Roi des Belges et qu'ils ne pouvaient se soumettre aux décisions illégales de l'occupant. La convention de La Haye n'autorise, en effet, l'occupant à modifier les lois en vigueur dans le pays occupé que dans les cas de nécessité absolue : celle-ci n'existait évidemment pas en l'espèce et les Allemands avaient bien soin de ne pas l'invoquer.

Des professeurs flamingants qui depuis des années bataillaient pour la flamandisation eurent le patriotisme de refuser leur concours à cette œuvre néfaste, uniquement parce qu'elle était réalisée par les Allemands.

Quant aux brebis galeuses du troupeau, nous relevons les noms de MM. Arents (belge), Obrie (belge), Lahousse (belge), Van den Berghe (belge), Hofman (luxembourgeois) et Stöber (allemand). Rendons hommage en passant à M. Logeman, professeur hollandais, qui serait très heureux de pouvoir professer dans sa langue maternelle, mais qui a tenu à rester fidèle à son serment et à se solidariser avec ses collègues belges.

(La suite au prochain numéro.) ANTI BOSCH.

DU « TEMPS » DU 6 JUILLET, à propos d'un livre récent du Prince de Bulow :

La paix ne peut être durable que si elle a pour fondement la défaite complète de l'Allemagne. Le militarisme allemand et le peuple allemand, déclare le Prince de Bulow, sont une et même chose. Ceci nous oblige à prendre nos garanties d'avenir, non seulement contre l'organisation militaire du peuple allemand, mais contre le peuple allemand lui-même, qui s'indentifie avec cette organisation. Bulow parle clairement. Si nous ne brisons pas le formidable instrument qu'est le militarisme aux mains de l'Allemagne, la paix ne sera qu'une trêve. Si nous laissons à l'Allemagne, après la guerre, la liberté de se mouvoir à son gré, nous renforcerons le militarisme qui restera pour elle le programme de l'avenir. Nous ne parviendrons à briser le militarisme allemand que si nous le coupons à sa racine. Une guerre coûte cher. Pour supprimer, en Allemagne, la possibilité de la guerre, nous devons prendre notre ennemie à la bourse, nous devons la contraindre à payer ce que la guerre aura coûté aux puissances de l'Entente, nous devons lui enlever les milliards qu'elle dépenserait, autrement, en nouveaux armements.

Voilà le seul moyen d'enchaîner l'Allemagne à la paix pendant un siècle. La paix doit donc être une paix financière, une paix avec remboursement de tous les dommages causés ; sinon, il ne peut être question de paix. Telle devra être la base du traité à intervenir.

Finances anglaises

On entend assez fréquemment soulever contre l'Angleterre cette critique simpliste : « Les Anglais se sont assigné dans la présente guerre le rôle commode et agréable entre tous. Tandis que les Français, les Russes, les Belges, les Serbes se font massacrer, eux, leurs femmes et leurs enfants, tandis qu'on détruit leurs villes et leurs campagnes et qu'on épuise leurs ressources vitales, les Anglais, eux, gagnent de l'argent. Les autres font la guerre ; eux, ils s'enrichissent tout à leur aise, en attendant le jour où ils retireront les marrons du feu. »

Les gigantesques préparatifs militaires faits par l'Angleterre tant sur terre que sur mer et les sacrifices qu'elle a, dès à présent, supportés pour la cause commune suffiraient à répondre à cette accusation. Quant au fait que l'Angleterre gagne de l'argent, non seulement nous devons pas nous en plaindre, mais il faut, au contraire, nous en féliciter, car c'est une de nos meilleures raisons d'espérer le triomphe final de nos alliés.

Au cours de la dernière discussion du budget au Parlement anglais, le ministre Chamberlain a pu, avec raison, décerner ce glorieux témoignage à la résistance économique de l'Angleterre :

Notre situation financière actuelle, en dépit du désarroi sans exemple dont souffre notre commerce, démontre la force de notre peuple. Les revenus de l'Etat se sont élevés de 200 millions sterling (5 milliards de frs) à 500 millions sterling (12 milliards et demi). Jamais aucun autre pays n'a fait un effort aussi colossal et n'aurait été en mesure de le faire... Si encore nous avions atteint trop fortement nos sources de revenu, le rapport des contributions aurait fléchi, mais tel n'a pas été le cas. Les recettes ont largement dépassé nos estimations... Le budget a été accueilli avec une faveur remarquable par le Parlement et par le pays... Nous devons certes avoir confiance dans nos gigantesques préparatifs sur terre et sur mer, mais nous ne devons pas attacher une moindre importance — aussi bien pour le succès de nos opérations que pour celui de nos alliés — au maintien de notre force financière et de nos sources de richesse. Quiconque suit les journaux allemands peut se rendre compte que nos adversaires eux-mêmes voient dans les ressources financières de l'Angleterre un puissant adjuvant pour la force de résistance de nos alliés.

Rien de plus vrai. Si nous n'avions pas derrière nous l'or anglais et les ressources sans cesse renouvelées de l'Angleterre, jamais nos alliés et nous-mêmes n'aurions pu porter le poids de la guerre présente. C'est grâce au bénéfices de son industrie et, surtout, de son formidable trafic maritime que l'Angleterre, fait unique dans l'histoire du monde moderne, a pu soutenir la guerre presque entièrement à l'aide de ses ressources ordinaires et a pu, en même temps, remplir le rôle de banquier de la Quadruple Entente.

Quand même nous ne pourrions pas compter, pour remporter la victoire, sur le facteur militaire, la merveilleuse vitalité de l'Angleterre et son aptitude à se procurer sans cesse de nouvelles ressources doivent finalement avoir raison de l'Allemagne, privée de ses débouchés et ruinée économiquement et financièrement, de l'Allemagne grevée par les emprunts de guerre et qui, en regard des sept milliards et demi d'augmentation des recettes anglaises, n'est parvenue à accroître ses ressources ordinaires que de 625 millions.

L'état des esprits en Grèce

La subite volte-face de la situation en Grèce a surpris au premier abord. Comment les Alliés ont-ils tout d'un coup remplacé leurs invitations conciliantes par l'emploi de la manière forte ? Comment expliquer que toutes les injonctions contenues dans l'ultimatum des ambassadeurs de la Quadruple Entente — démobilisation de l'armée, renvoi du ministère, nouvelles élections, nominations de fonctionnaires de la police agréés par l'Entente — aient été acceptées et exécutées sans sourciller par le roi Constantin ?

Il y a à cela deux raisons bien simples : la première, c'est qu'aujourd'hui les Alliés sont en force et ont les moyens matériels de contraindre la Grèce à respecter son traité d'alliance avec la Serbie (1) ; la seconde c'est que les Alliés savent qu'ils ont avec eux l'opinion de la grande majorité du peuple grec et qu'en mettant une fin quelque peu brutale à l'existence du Parlement et du Gouvernement actuels, ils ne renversent qu'un simulacre de représentation nationale.

Nous reproduisons ici une correspondance envoyée d'Athènes au « Nieuwe Rotterdamsche Courant » (n° du 9 Juin, Avondblad), et qui éclaire d'un jour très intéressant ces dispositions de la nation grecque :

La guerre a incendié l'Europe. Elle menace la Grèce. Des luttes sanglantes se préparent à côté de la Grèce, en Grèce même, et sans la Grèce. Le calme, la paix amollissante où se confine ce peuple à quelque chose de tragique. Car il ne s'agit pas ici d'une neutralité voulue, fortement décidée par un gouvernement intelligent, fortement appliquée par un peuple conscient de ses intérêts. La neutralité grecque est contraire à la volonté populaire. Le grand peuple grec, si épris d'idéal, ce peuple qui voit dans son glorieux passé les promesses d'un grandiose avenir, ce peuple n'est pas mort. Il est seulement impuissant, par suite des circonstances. Le peuple grec n'a renoncé à aucun de ses illusions. Il lutte dans tout son être intime, il lutte contre les chaînes qui l'empêchent d'être lui-même et d'agir. En écrivant cela, je songe à ces Grecs, qui, les lèvres tremblantes et des larmes dans les yeux, viennent me dire que la Grèce est encore plus à

(1) D'aprés le très germanophile correspondant du « Nieuwe Rotterdamsche Courant » à Bukarest (n° du 12 juin), les armées françaises et anglaises à Salonique comptent actuellement 400.000 hommes, en dehors des troupes serbes.

plaindre que la Belgique et qu'ils envient le sort des Serbes, qui se sont acquis dans l'histoire une gloire éternelle pour avoir accompli virilement un douloureux devoir.

La Grèce est injustement jugée à l'étranger. On la plaint pour des choses dont elle ne veut pas être plainte ; on l'accuse sans qu'il y ait raison de l'accuser. Je lis dans les journaux hollandais que le Dr Kuyper a déclaré à Budapesth qu'une moitié du peuple hollandais est partisan de l'Entente, à cause de ce qui a été fait à la Belgique, et que l'autre moitié tient pour l'Allemagne, a raison du sort fait par l'Entente à la Grèce. Mes amis grecs ont ri aux éclats quand je leur ai dit cela. « Mettez tout d'un coup, m'ont-ils répondu, le sort de la Belgique et celui de la Grèce sur un pied d'égalité. » En considérant les derniers événements, ON DOIT ESTIMER A 80 POUR CENT DE LA POPULATION LE NOMBRE DES GRECS PARTISANS DE L'ENTENTE. Et je ne parle pas de partisans platoniques, comme il y a des Hollandais pro-français ou pro-Allemands, mais de PARTISANS QUI SOUHAITENT QUE LA GRÈCE ENTRE DANS LA GUERRE AUX COTÉS DE L'ENTENTE. Et ce n'est pas seulement par sympathie pour la France, l'Angleterre ou la Russie qu'ils voudraient combattre à leurs côtés, mais parce qu'ils voient, de plus en plus, que leur intérêt les y entraîne.

La guerre européenne est une suite naturelle de la guerre des Balkans. Par la paix de Bukarest, les ambitions de l'Autriche furent froissées. Aussi, l'Autriche réagit-elle. Quand la Serbie fut devenue grande et forte, elle apparut comme un danger pour le vieil empire des Habsbourg. La Serbie menaçait l'Autriche, non pas, comme on a voulu le faire croire au monde, à cause de la présence sur son sol de quelques jeunes déséquilibrés, entrepreneurs de régicides, mais parce qu'elle espérait faire valoir un jour ses droits sur certaines provinces autrichiennes. La Serbie était, de plus, un grave obstacle sur le chemin de l'Autriche vers Salonique, et elle tirait grand profit de son accès vers ce port, qui la rendait économiquement indépendante du grand empire. Lorsque éclata la guerre européenne, la Grèce était le pays le plus indiqué de toute l'Europe pour voler au secours de la Serbie. Les intérêts serbes étaient devenus les intérêts grecs. Cela fut compris ici par tout le monde en août 1914. La presse anti-vénizéliste reprocha alors à Venizelos de n'avoir pas immédiatement pris parti pour la Serbie. Mais Vénizelos comprenait le péril bulgare. Il s'entendit avec la Serbie pour décider que la Grèce n'entrerait pas dans la lutte, mais surveillerait les Bulgares ; que si ces derniers attaquaient la Serbie dans le dos, la Grèce sauterait dessus. Telle fut l'explication officielle qui fut donnée en août 1914 de l'alliance gréco-serbe.

A mesure que la guerre européenne prit une extension plus grande, les intérêts grecs apparurent de plus en plus engagés. La participation de la Turquie aux côtés des puissances centrales donna une acuité nouvelle à une question qui était dès ores pour la Grèce une question vitale. Lorsque les puissances sollicitèrent l'intervention grecque, Venizelos estima que la Grèce ne pouvait plus rester neutre et une grande partie du peuple grec partagea son avis. La Grèce s'est retirée au tout dernier moment... Les intérêts grecs étaient encore plus en question lorsque les Bulgares prirent parti. Cette fois il était écrit noir sur blanc (le traité gréco-serbe) que la Grèce devait marcher. Et, si même il n'y avait pas eu d'engagement à ce sujet vis-à-vis de la Serbie, encore, la Grèce n'eût-elle jamais dû souffrir que la Bulgarie devînt toute puissante dans les Balkans. Venizelos a été le champion de cette thèse. Avec toute sa haute personnalité, il a défendu l'idée que, cette fois, le grand moment était arrivé pour la Grèce. Chacun sait, cependant, que la Grèce est demeurée neutre.

Et ç'a été là le commencement de toutes les misères que la Grèce endure actuellement. L'Entente reprocha à la Grèce d'avoir violé sa parole et elle put croire dès lors qu'elle n'avait plus à respecter la Grèce. La Serbie fut battue, encore que ce ne soit certes pas pour toujours. Et les Bulgares grandirent. Ils se trouvèrent partout sur les frontières grecques. Et le gouvernement déclara qu'il ne ferait pas d'opposition si l'ennemi héréditaire devait franchir la frontière. Il n'est pas douteux que le roi Constantin soit animé des meilleures intentions. Et une guerre est chose horrible, et un roi qui empêche une guerre par amour pour son peuple est toujours un héros. Si le roi Constantin avait trouvé un chef de gouvernement digne de lui, un second Venizelos, mais allemand de cœur, tout se serait bien passé. Mais Skuludis, avec la meilleure volonté du monde, n'a pas été ce chef. Au lieu de se faire assurer des avantages par les belligérants en faveur de la Grèce en échange de sa neutralité, le gouvernement ne sut que chercher chicane à des États qui, non seulement étaient beaucoup plus puissants que lui, mais qui, de plus, savaient que le peuple grec est avec eux et nullement avec ses gouvernants. Pour la plupart des Grecs pareille situation est insupportable.

Le peuple grec souffre. Sa souffrance est une amère et incoercible souffrance morale. Je sais des Grecs qui m'ont assuré ne pouvoir, fréquemment, pas dormir, tant ils sont constamment tenaillés par cette pensée de la situation politique de leur patrie. Ils ont toujours à l'esprit ce que leur pays va perdre. Et cela trois ans après la joie enivrante qui avait suivé la grande renaissance matérielle et morale ! Et, cela alors que Venizelos est toujours là et pourrait si aisément sauver la situation ! On ne parvient à consoler ces pauvres gens qu'en leur faisant remarquer que, s'ils souffrent, c'est tout au moins la preuve qu'ils existent. Et aussi longtemps qu'il y a vie il y a espoir.

Quelque désespérément divisé que paraisse le peuple grec, tous les Grecs continuent cependant à caresser l'idéal d'antan. La même pensée nationale reste toujours enracinée au fond de tous les cœurs, depuis le roi, depuis Venizelos, jusqu'au dernier des savetiers. Soudainement cette pensée peut faire explosion ; soudainement elle ressuscitera, plus tôt et plus fort que nous ne croyons peut-être. Et toutes les misères, toutes les humiliations du moment présent seront alors oubliées.

L'Hellade est toujours immortelle. »

Mis en regard de ce qui vient de se passer en Grèce, ce tableau autorise les plus réconfortants espoirs. Venizelos est donc toujours l'homme de la situation et il lui suffit, pour le rester, d'être l'homme de l'Entente et l'homme de la guerre.

« Venizelos signifie la guerre », écrivaient, il y a quelque jours encore, les journaux allemands ; Venizelos lui-même n'a pas hésité à déclarer au représentant du « Journal », le 4 juillet dernier, que la campagne électorale qu'il va poursuivre dans tout le pays roulera, non pas sur le maintien de la neutralité de la Grèce, mais sur son entrée dans la guerre aux côtés des Alliés.

On voit, dans ces conditions, la signification qu'auront les élections pour la Chambre, fixées au mois de septembre prochain. C'est le triomphe de Venizelos assuré, la rentrée au pouvoir de l'illustre homme d'Etat, le Roi forcé de choisir entre l'abdication et la volonté nationale, la Grèce prenant les armes au côtés de l'Entente.

La nouvelle artillerie lourde française

D'une correspondance française du « Times » du 8 juin :

« Le temps gagné par la résistance de Verdun a permis aux fonderies de canons de la France de livrer des pièces de lourd calibre qui valent dans leur genre les fameux canons de 7.5. Les canons allemands de 42 centimètres sont à présent éclipsés et à chaque jour que l'armée française gagne devant Verdun, la force de l'artillerie française s'accroit. Les canons lourds destinés à compenser l'avantage qu'avaient de ce chef les Allemands prennent place dans la ligne de feu. Déjà à l'offensive de Champagne, les canons français de 37 centimètres avaient joué un rôle important ; les pièces de 40 cent. sont venues depuis. Les nouveaux canons sont, grâce à diverses particularités, en état de maitriser les canons allemands, encore que le calibre de ceux-ci soit plus grand. Il arrive de ces canons — et d'autres pièces d'artillerie lourde — en quantités de plus en plus grandes. Et sous peu l'artillerie française va se trouver renforcée de pièces qui promettent encore davantage. »

D'UN ARTICLE DU « TEMPS » du 27 Juin :

Nous n'attendons la paix que de nos efforts militaires. Ceux-ci doivent nous mettre en mesure de dicter nos conditions. Il n'est d'aucune utilité de parler maintenant de paix. Ainsi qu'il résulte de déclarations faites à Londres par des bouches autorisées, il n'y a, pour les alliés, pas de paix possible aussi longtemps que le but réel n'est pas atteint. Personne ne songera à entrer en conversation avec l'Allemagne tant que les troupes impériales occuperont encore un pouce du terrain des Alliés. Après l'évacuation complète du territoire occupé, on verra. Il ne s'agit pas de poursuivre la destruction systématique de l'Allemagne ou de détruire sa vie économique ; il ne s'agit que d'empêcher le militarisme prussien de renverser encore une fois l'ordre européen et de former plutard une puissance offensive au détriment de notre propre bien-être.

BRAVO LES BOCHES !

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que nos maîtres viennent d'interdire à la population gantoise de porter des fleurs, des chapeaux de soie et autres emblèmes séditieux, le 21 juillet, jour de notre fête nationale.

Félicitons et remercions les Boches de cette nouvelle preuve de leur absolue maladresse. En nous interdissant de manifester extérieurement nos sentiments de loyalisme, ils rendent, sans qu'ils s'en doutent, un réel service à la cause patriotique. Ils entretiennent dans nos âmes les colères qui, autrement, pourraient se lasser ; ils y attisent le besoin de vengeance qui, un jour, déchaînera contre eux la conscience nationale révoltée.